

URI, Pierre. *Penser pour l'action, Un fondateur de l'Europe*.
Paris, Éditions Odile Jacob, 1991, 318 p.

Alice Landau

Volume 23, Number 2, 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703036ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703036ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Landau, A. (1992). Review of [URI, Pierre. *Penser pour l'action, Un fondateur de l'Europe*. Paris, Éditions Odile Jacob, 1991, 318 p.] *Études internationales*, 23(2), 491–493. <https://doi.org/10.7202/703036ar>

rappelées afin d'éclairer l'enchaînement des événements.

On retrouve dans le troisième volume de cette collection prestigieuse l'approche chronologique combinée avec une approche thématique (Allemagne, Europe, Outre-Mer, Défense). Les auteurs ne manquent pas non plus de prendre en compte le poids de l'économie, les forces socio-politiques, la psychologie collective des acteurs de l'époque. Le volume suivant couvrira les années 50-58, c'est-à-dire la période qui part de la guerre de Corée et se termine avec le retour aux Affaires du Général de Gaulle, fondateur de la v^e République. La qualité des trois premiers tomes – n'en doutons pas – annonce un ouvrage de la même facture: solidité de l'information, nuances dans la présentation et compétence hors pair de l'équipe rédactionnelle. Nous attendons la suite de cette trilogie avec impatience.

Daniel COLARD

Université de Besançon, France

URI, Pierre. *Penser pour l'action, Un fondateur de l'Europe*. Paris, Éditions Odile Jacob, 1991, 318 p.

Le livre de Pierre Uri relance le débat sur les origines de la Communauté européenne et sur la paternité que chacun revendique. Il est difficile de trouver des réponses tant sont nombreux les candidats. L'idée européenne s'associe volontiers avec Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide de Gasperi. Il est pourtant des figures qui restent dans l'ombre, rédigent les

traités qui se succèdent à un rythme rapide dès 1947, mais ne recueillent aucun laurier. Pierre Uri appartient à cette dernière catégorie. Issu d'une famille d'agrégés, Pierre Uri interrompt sa carrière de professeur pour entamer celle de haut fonctionnaire. Dès lors, il participera à toutes les négociations qui scellent le devenir de l'Europe. Celle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, puis celle d'Euratom.

L'unité de l'Europe est une idée qui s'impose très tôt, au sortir de la guerre, mais elle ne débouchera sur l'action que bien des années plus tard, lorsque la guerre froide, figeant les frontières entre l'Est et l'Ouest, entre les deux Allemagnes, dicte la réponse, celle de la dynamique européenne. Les tentatives ne manqueront pourtant pas: celle de greffer un noyau communautaire autour de l'organisation de coopération économique européenne (OECE), organe de gestion du Plan Marshall, bientôt paralysée par la règle de l'unanimité. Son histoire résume les tendances qui se dégagent alors sur l'orientation politique à donner à l'Europe. Elle doit être, pour la Grande-Bretagne, un instrument de promotion du libre-échange pour ses seize membres, un Espace économique européen avant l'heure. Pour la France, elle ne saurait suffire à assurer la construction d'une fédération de l'Ouest. Elle n'implique aucune délégation de souveraineté et ne peut mener qu'à une impasse.

La France tentera alors de nouer un dialogue avec la Grande-Bretagne, autre puissance majeure en Europe. Mais, celui-ci n'est guère possible. La Grande-Bretagne, «nation victorieuse aux responsabilités mondiales», n'est

pas en mesure d'assumer une responsabilité politique en Europe. Elle ne le peut pas en vertu de ses engagements dans le Commonwealth, qu'elle ne peut brader et au nom de la souveraineté nationale qu'elle défend au sein du Conseil de l'Europe ou de l'OECE. Pierre Uri avance une autre hypothèse. La Grande-Bretagne refuserait-elle d'affronter le redressement inéluctable de l'Allemagne que tous craignent parce que «ses exportations industrielles se portent mieux du fait de la disparition de la concurrence allemande»?

Car le véritable moteur de la dynamique communautaire réside dans le risque que pose l'Allemagne, véritable enjeu entre les Américains qui cherchent à intégrer la nouvelle République fédérale dans le système politique et militaire occidental et les Russes qui s'y opposent par tous les moyens. La politique consiste, selon Schuman, à insérer l'Allemagne dans un «ensemble européen où elle n'aura plus la possibilité de pratiquer cette politique expansionniste qui nous a si souvent menacés. (in P.F. Dreyfus. *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*. Paris, PUF, p. 466). La France n'aura de cesse de mener une politique de contrôle de l'Allemagne, la seule qui recueille une majorité au Parlement.

La solution s'impose: une autorité qui contrôle les régions minières de l'Allemagne, de la France, de la Belgique et du Luxembourg; le charbon et l'acier étant à la fois la clé de la puissance économique et celle de l'arsenal où se forment les armes de la guerre. Le projet, en soumettant la production européenne du charbon et de l'acier à une seule autorité, pos-

sède des atouts certains. Il assure à la France son approvisionnement en charbon. Il possède, en lui, le germe de l'idée européenne: un ensemble européen, articulé autour d'institutions durables, qui unissent les hommes et détourne l'Allemagne de toutes velléités expansionnistes. Il sert le dessein que poursuit Adenauer, celui d'une Allemagne qui retrouve sa place dans le concert des Nations. Réarmement et Europe en seront les leviers. Les temps s'y prêtent. En août 1950, l'armée nord-coréenne envahit la Corée du Sud. Le réarmement de l'Allemagne, exigé par les États-Unis, se fera avant la construction de l'Europe. Le plan Pleven prévoit la formation d'une Communauté européenne de Défense avec la constitution d'une armée européenne. On lui substituera la formation d'une Bundeswehr, intégrée dans le cadre de l'OTAN.

Cette dimension internationale fait étrangement défaut au livre de Pierre Uri. Il est davantage préoccupé de rétablir la vérité sur le rôle exact qu'ont joué les hommes qui ont fait l'Europe. Quand il repense à cette période de sa vie, Pierre Uri s'interroge. Jean Monnet a «conçu la Communauté du Charbon et de l'Acier, improvisé la Communauté de Défense, lancé l'EURATOM, obtenu la relance de Messine, jeté les fondements d'une paix perpétuelle entre les anciens ennemis et d'un regroupement à la mesure des superpuissances. Il est le père de l'Europe. Mais il craignait qu'on chargeât trop la barque et, au moment où il créait le comité d'action pour les États-Unis d'Europe, il s'efforçait d'obtenir auprès des gouvernements que tout l'effort se concentrât sur la communauté atomique

en retardant la négociation sur le Marché commun. Alors, père du Marché commun?».

Jean Monnet ne contestera pas le rôle de Pierre Uri, ni au sein de l'Europe, ni au sein du Marché commun. Il sera l'homme qui a su porter un regard neuf sur les textes, un des conseillers les plus capables de sa génération. Certainement celui qui a eu l'imagination de concevoir l'étape suivante de la CECA qui ne «serait pas une intégration successive de secteurs supplémentaires, mais bien, et d'un coup un marché commun général», auquel les six pays membres se rallient. Même à terme, la Grande-Bretagne qui commet l'erreur de croire que le marché commun échouera. Il n'échouera pas et la Grande-Bretagne devra alors élaborer une stratégie alternative, quitter l'Association européenne de libre-échange qu'elle avait conçue et se rallier enfin à l'Europe.

Alice LANDAU

*Chargée de cours et d'enseignement
Université de Genève*

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

ALLEN, Douglas et NGÔ VINH, Long (éd.). *Coming to Terms. Indochina, the United States and the War.* Boulder, Westview Press, 1991, 360 p.

Ce livre est essentiellement une réédition de textes publiés par le Bulletin of Concerned Asian Scholars à l'occasion de son vingtième anniver-

saire. Le Bulletin fut fondé par des universitaires américains opposés à l'intervention des États-Unis au Viêt-nam alors que celle-ci atteignait son apogée. Vingt ans plus tard, il a semblé nécessaire à ses éditeurs d'évaluer les causes et les conséquences de ce conflit et de souligner l'impact des mouvements défavorables aux politiques de Washington à l'égard des pays indochinois. Le but est clair. Les auteurs veulent avant tout réfuter ceux qui, de l'intérieur «du gouvernement américain et des médias, parfois avec la collaboration d'universitaires qui ont une longue histoire de complicité avec le gouvernement, les militaires et la haute finance, récrivent l'histoire de la guerre menée en Indochine par les États-Unis» (p. 4).

Trois thèmes sont étudiés dans cet ouvrage. Les quatre premiers chapitres traitent de l'évolution des pays indochinois de la période coloniale jusqu'à aujourd'hui. Ils ont en commun le souci de situer l'action des États-Unis dans cette région par rapport aux grandes dynamiques qui sous-tendent, selon le cas, le développement du Viêt-nam, du Cambodge ou du Laos. Ils tentent ainsi de faire contre-poids aux nombreux travaux qui analysent la guerre du Viêt-nam à partir d'une perspective nettement américaine. La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée aux débats et aux conflits suscités aux États-Unis par l'envoi de troupes en Indochine. Noam Chomsky, bien connu pour ses positions sur le sujet, donne le ton en livrant une attaque virulente contre l'impérialisme américain et les visées de la «droite totalitaire» (p. 162). Les autres chapitres de cette section examinent tour à tour le rôle joué par les